

**Accord du 12 décembre 1973**

relatif au régime de santé  
et au maintien du salaire en cas de congé maladie

NOR : ASET2250217M

IDCC : 44

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIC ;  
FNCG ;  
FIP ;  
CSP ;  
FIPEC ;  
SETP ;  
SFEC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;  
CFDT ;  
FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

À la date du 1<sup>er</sup> mars 1974, le paragraphe 1 de l'article 23 de l'avenant n° 1 « Ouvriers – Employés » à la convention collective nationale des industries chimiques sera abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Après un an de présence effective dans l'entreprise, en cas de maladie ou d'accident dûment justifiés, les appointements mensuels seront payés à plein tarif pendant les deux premiers mois et demi d'indisponibilité et à demi-tarif pendant une même période de temps consécutive.

Chacune de ces périodes de deux mois et demi sera augmentée d'un demi-mois supplémentaire par trois années d'ancienneté, sans que chacune de ces périodes puisse dépasser six mois au total. »

## Article 2

La durée d'indemnisation de deux mois et demi à plein tarif et de deux mois et demi à demi-tarif prévue au paragraphe 1 de l'article 23 de l'avenant n° 1 tel qu'il résulte de l'article 1 du présent accord sera portée :

- à trois mois à plein tarif et trois mois à demi-tarif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1975 ;
- à quatre mois à plein tarif et quatre mois à demi-tarif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

À partir de cette dernière date, chacune de ces périodes de quatre mois sera augmentée d'un mois supplémentaire par trois années d'ancienneté, sans que chacune de ces périodes puisse dépasser six mois au total.

## Article 3

À la date du 1<sup>er</sup> mars 1974, le paragraphe 1 de l'article 7 de l'avenant « Agents de maîtrise » à la convention collective des industries chimiques sera abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Après un an de présence effective dans l'entreprise, en cas de maladie ou d'accident dûment justifiés, les appointements mensuels seront payés à plein tarif pendant les trois premiers mois et demi d'indisponibilité et à demi-tarif pendant une même période de temps consécutive.

Chacune de ces périodes de trois mois et demi sera augmentée d'un demi-mois supplémentaire par trois années d'ancienneté, sans que chacune de ces périodes puisse dépasser six mois au total. »

## Article 4

La durée de trois mois et demi à plein tarif et trois mois et demi à demi-tarif prévue au paragraphe 1 de l'article 7 de l'avenant « Agents de maîtrise » à la convention collective, tel qu'il résulte de l'article 3 du présent accord, sera portée à quatre mois à plein tarif et quatre mois à demi-tarif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1975.

À partir de cette dernière date, chacune de ces périodes de quatre mois sera augmentée d'un mois supplémentaire par trois années d'ancienneté, sans que chacune de ces périodes puisse dépasser six mois au total.

## Article 5

À la date du 1<sup>er</sup> mars 1974, il sera inséré dans l'article 23 de l'avenant n° 1 et dans l'article 7 de l'avenant « Agents de maîtrise » un paragraphe 5 ainsi rédigé :

« 5. En cas de décès ou d'incapacité permanente totale résultant d'un accident de travail autre qu'un accident de trajet, ou d'une maladie professionnelle contractée dans l'entreprise, l'employeur garantira au salarié ou à ses ayants droit une somme égale aux appointements perçus pendant ses douze derniers mois d'activité. Pour l'application de cette disposition, les appointements s'entendent au sens du paragraphe 2 du présent article.

Cette garantie est indépendante de celles accordées pour le même objet par la sécurité sociale ou les régimes complémentaires de retraites en vertu de leurs dispositions minima obligatoires. Toutefois, si l'employeur assume bénévolement la couverture de

ce risque sous quelque forme que ce soit, il pourra en tenir compte dans le calcul de cette garantie. »

## Article 6

Les dispositions de l'article 2 ci-dessus qui doivent prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et les dispositions de l'article 4 ci-dessus, qui doivent prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 1975, entreront en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 1974 dans les cas suivants :

- absences pour accident du travail autre qu'un accident de trajet, ou pour maladie professionnelle contractée dans l'entreprise ;
- absences pour maladie ou accident d'une durée continue égale ou supérieure à deux mois.

Ces dispositions transitoires ne dérogent pas aux dispositions qui font l'objet du paragraphe 3 des articles 23 de l'avenant n° 1 et 7 de l'avenant « Agents de maîtrise ».

## Article 7

Le texte du présent accord sera déposé au secrétariat du conseil des prud'hommes de Paris, conformément à l'article 31 d du livre premier du code du travail.

*Fait à Paris, le 12 décembre 1973.*

(Suivent les signatures.)